

# The Guardian 20 février 2025

Opinion (traduction)

Soyons clairs : les États-Unis n'ont jamais eu de suprématie morale. Avec Trump, il ne s'agit même plus de faire semblant.

Owen Jones



Le président a remplacé le mythe des « gentils » par une force brute et une cupidité sans vergogne – cela pourrait être une grave erreur

jeudi 20 février 2025 01h00 EST

La tentative de Donald Trump de s'emparer des ressources naturelles de l'Ukraine est un autre symptôme morbide du déclin de la puissance américaine. Cela peut sembler contre-intuitif. Exiger la moitié de tous les revenus – et pas seulement les profits – provenant des minéraux, du pétrole, du gaz et des infrastructures de l'Ukraine, d'une valeur stupéfiante de 400 milliards de livres sterling, ressemble au comportement d'un tyran défini par l'arrogance et la force. Cela a été décrit à juste titre comme une réduction de l'Ukraine au statut de colonie économique des États-Unis.

Mais cela symbolise l'abandon total de l'un des trois piliers centraux de l'hégémonie américaine. Le premier était la suprématie militaire. Celle-ci a été brisée par les calamités d'Irak, d'Afghanistan et de Libye, qui ont associé l'armée américaine à des atrocités, un chaos violent et une défaite stratégique humiliante. La défense de l'Ukraine soutenue par les États-Unis peut désormais être ajoutée à cette liste. Le deuxième était la suprématie économique, qui demeure, mais qui a été gravement affaiblie par la crise financière de 2008 et l'échec de longue date du modèle américain à assurer une augmentation durable des salaires réels. Et le troisième – dont Trump disperse les vestiges aux quatre vents – était la suprématie morale. Cela a toujours été une fiction, mais un moyen important de légitimer la domination américaine. Elle est désormais en cendres.

Les États-Unis se sont toujours définis comme une terre de liberté, en opposition aux tyrannies de l'Ancien Monde, même s'ils ont asservi 89 % de leur population noire il y a à peine deux générations. Lorsque les États-Unis se sont essayés au colonialisme de style européen après la guerre hispano-américaine, en annexant les Philippines, des membres de l'élite américaine ont fondé la Ligue anti-impérialiste américaine, avertissant que le gouvernement américain cherchait à « éteindre l'esprit de 1776 » et à « transformer la république en empire ».

Cette situation s'avéra aberrante et les États-Unis cherchèrent des moyens de contrôle plus indirects. Lorsque le président Woodrow Wilson engagea son pays dans la Première Guerre mondiale aux côtés des alliés en 1917, il dénonça l'Allemagne impériale pour avoir abandonné les « pratiques humaines des nations civilisées » et ses naufrages aveugles par des sous-marins. « Le monde doit être rendu plus sûr pour la démocratie », déclara-t-il, concluant : « Un concert inébranlable pour la paix ne pourra jamais être maintenu sans un partenariat de nations démocratiques. »

Lorsque le président Franklin Roosevelt entra dans la Seconde Guerre mondiale, il parla avec hauteur de « la lutte de la démocratie contre la conquête du monde ». Au début de la guerre froide, le président Harry Truman avertissait que les peuples du monde « pourraient capituler devant la fausse sécurité offerte de manière si tentante par les régimes totalitaires si nous ne parvenions pas à prouver la supériorité de la démocratie ». En effet, les États-Unis et l'Union soviétique présentèrent leur grand conflit, bien que de manière trompeuse, comme un affrontement entre deux philosophies universalistes, toutes deux promettant la libération de toute l'humanité : « la liberté et la démocratie » d'un côté, et la fin du capitalisme et du colonialisme au profit de l'égalité de l'autre.

Ronald Reagan était un républicain de droite, et pourtant il proclamait que les États-Unis ne menaient des guerres que « pour défendre la liberté et la démocratie », qu'ils

étaient « une force de paix, pas de conquête » et qu'ils « auraient pu parvenir à la domination du monde, mais que cela était contraire au caractère de notre peuple ».

Oui, tout cela était fondé sur la tromperie. Les revendications démocratiques ont été fatalement compromises par la restriction prolongée des droits des Afro-Américains du Sud, qui ont dû les conquérir au prix de luttes ardues. À l'étranger, les États-Unis se sont rendus coupables d'innombrables horreurs. Dans les années 1960 et 1970, ils sont intervenus pour soutenir la dictature militaire brutale du Sud-Vietnam et ont bombardé l'Asie du Sud-Est. Au Cambodge seulement, les bombardements américains ont pu tuer jusqu'à 500 000 civils : l'une de ces campagnes a été baptisée Operation Freedom Deal, soulignant l'utilisation orwellienne du langage pour justifier une domination meurtrière.

En Amérique latine, les États-Unis ont contribué à fomenter des coups d'État militaires brutaux – « Je ne vois pas pourquoi nous devrions rester les bras croisés et regarder un pays devenir communiste à cause de l'irresponsabilité de son propre peuple », a déclaré Henry Kissinger du Chili – et à maintenir des dictatures cruelles, comme la junte argentine.

Au Moyen-Orient, le pacte avec les tyrans saoudiens et l'armement de Saddam Hussein avant l'invasion ruineuse de l'Irak ont souligné le cynisme des États-Unis, et le soutien permanent à l'assujettissement des Palestiniens par Israël a révélé l'hypocrisie des États-Unis. C'était avant que les États-Unis ne facilitent le génocide, laissant leurs revendications morales enterrées sous les décombres. Notez pourtant le soutien ouvert de Trump au nettoyage ethnique à Gaza et sa suggestion que les États-Unis devraient s'emparer de cette terre au nom de l'avarice pure et simple, son désir éhonté de réduire l'Ukraine à l'état de colonie, et même son désir manifestement sincère d'annexer le Canada. Il s'agit simplement d'une force brute et d'une cupidité sans vergogne, sans prétention à une quelconque cause morale majestueuse.

La droite occidentale se retrouve donc face à un problème. Cette semaine, une manifestation de droite s'est tenue dans l'est de Londres, sous le somptueux nom d'Alliance pour une citoyenneté responsable. Le Daily Mail, avec sa réserve habituelle, a résumé ainsi le discours du chef des conservateurs, Kemi Badenoch : « Il est temps de se lever et de commencer à se battre pour les valeurs occidentales. » Quelles sont exactement ces « valeurs », maintenant que l'État occidental, dirigé par un homme que Badenoch considère comme un allié politique, a abandonné ses vieux prétextes ?

Les États-Unis ne se soucient plus de dissimuler leur prétendu égoïsme impitoyable sous le couvert de nobles principes. C'est là une erreur stratégique majeure. Ces prétentions morales mythiques ont contribué à obtenir le consentement ou du moins l'assentiment de l'opinion publique américaine à la projection mondiale de leur puissance : la présentation hollywoodienne des États-Unis comme « les gentils » fait appel à une perception d'eux-mêmes qui est importante pour de nombreux Américains. Ces prétentions ont également séduit un nombre important de personnes dans le monde, offrant aux États-Unis des alliés naturels sur chaque continent.

Tout cela est désormais révolu. Il ne nous reste donc qu'une superpuissance en difficulté, aux capacités militaires réduites, à un modèle économique défaillant, à une

démocratie en crise et à l'attitude ouvertement brutale. La chute de la puissance américaine est tout sauf digne.

- Owen Jones est un chroniqueur du Guardian